

Olivier De Schutter : « Notre modèle agricole mondial est à bout de souffle »

Le Monde.fr | 29.04.2014 à 11h44 • Mis à jour le 29.04.2014 à 11h59 |

Propos recueillis par **Gilles van Kote** ([journaliste/gilles-van-kote/](#))



Des agriculteurs récoltent du soja destiné à produire du biocarburant à Tangara da Serra, dans l'état du Mato Grosso, au Brésil. Le pays est le deuxième producteur mondial après les Etats-Unis. | Paulo Whitaker/Reuters

Une crise des prix alimentaires, les débats sur les agrocarburants ou sur les « accaparements de terres », un duel à fleurets mouchetés avec Pascal Lamy, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) jusqu'en 2013 : les six années qu'a passées le juriste belge Olivier De Schutter au poste de rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation ont été bien remplies. Alors que son mandat arrive à échéance mercredi 30 avril et que la Turque Hilal Elver devrait lui succéder d'ici quelques semaines, il affirme que le modèle agro-industriel est dépassé et que la solution aux défis alimentaires actuels ne viendra pas des Etats mais des citoyens.

Quels progrès ont été effectués sous votre mandat en matière de droit à l'alimentation ?

Olivier De Schutter L'accueil qu'a reçu mon rapport final, que j'ai présenté en mars au Conseil des droits de l'homme des Nations unies,

montre un consensus qui aurait été inimaginable il y a six ans. En premier lieu sur le fait qu'il faut aider chaque pays à se nourrir lui-même et que la question de l'alimentation ne pourra pas être résolue par la concentration de la production dans les régions les plus efficaces, l'aide alimentaire et le commerce international. C'est un premier changement de paradigme.

Le deuxième changement, c'est l'importance qu'a pris la question de la nutrition, un sujet largement occulté depuis trente ans. Enfin, troisième changement : la prise de conscience que notre modèle agricole, fondé sur des intrants intensifs (engrais et pesticides) et dépendant de l'industrialisation toujours plus poussée de l'agriculture, est à bout de souffle. Il faut donc changer de cap et aller vers l'agroécologie. Le problème, c'est que les Etats rencontrent beaucoup d'obstacles pour passer du discours aux actes.

Pouvez-vous être plus précis ?

Je dénombre quatre verrous. Le premier est d'ordre technologique : la modernisation de l'agriculture mondiale s'est faite uniquement selon un modèle productiviste. Le deuxième est socio-économique : de grands acteurs dominent le marché, aussi bien au niveau des producteurs d'intrants que des industries de transformation. La possibilité pour de petits acteurs ou même des acteurs de taille moyenne de créer des alternatives est donc très limitée.

Le troisième obstacle est culturel : nos modes de vie pressés dépendent d'une alimentation transformée et facile à préparer. Enfin, l'obstacle politique : les gouvernements sont sensibles aux intérêts de leurs grandes entreprises agro-alimentaires, qui se trouvent de fait disposer d'un droit de veto sur les transformations d'ensemble.

Les Nations unies ont fait de 2014 l'année de l'agriculture familiale, mais ne reste-t-on pas dans le pur discours ?

Il y a une prise de conscience de ce que l'agriculture familiale apporte en matière de réduction de la pauvreté rurale, de gestion raisonnée des écosystèmes ou de diversité des productions agricoles et des systèmes alimentaires. Mais rares sont les gouvernements ayant les moyens budgétaires de la soutenir, comme l'a fait le Brésil, qui a compris la nécessité d'organiser la coexistence entre agriculture industrielle et agriculture familiale.

Quelle est la part de responsabilité des pays en développement, qui négligent leurs propres agriculteurs depuis des décennies ?

Il existe un problème de perception de ce qu'est la modernisation de l'agriculture. Elle est vue et comprise par les élites de ces pays comme une industrialisation toujours plus poussée. Quand on parle avec les dirigeants des pays les moins avancés, on constate que leur vision consiste à effectuer chez eux la même transformation qui s'est opérée au Nord tout au long du XX^e siècle vers une agriculture industrialisée, remplaçant les hommes par des machines et utilisant de fortes doses d'intrants.

A cela s'ajoute un problème politique qui est celui de la sous-représentation des petits agriculteurs dans les structures de décision. C'est une frange importante de la population mais qui a du mal à se faire entendre par manque d'organisation. L'idée qu'il s'agit d'une catégorie de la population vouée à disparaître continue à être dominante. Alors qu'il serait de l'intérêt des Etats concernés de revenir sur une vision qui, depuis trois décennies, les a conduits à négliger les agriculteurs dans leurs politiques publiques.

Peut-on compter sur les gouvernements actuellement en place pour mettre en place ces réformes, alors que nombre d'entre eux semblent donner la priorité à des intérêts particuliers plutôt qu'au bien commun ?

L'absence de prise en compte de l'intérêt général et des intérêts à long terme des populations rurales est un obstacle considérable. Beaucoup de réformes, dont chacun reconnaît pourtant la nécessité, sont rendues difficiles par le fait que ces gouvernements n'ont pas à rendre de comptes à leur population. Et une raison pour laquelle certains pays ont fait leur révolution agricole, en fournissant des intrants à leurs agriculteurs et sans s'attaquer aux raisons structurelles de leur faible productivité, c'est que les intérêts des gouvernements étaient très proches de ceux des fournisseurs d'engrais ou de pesticides.

Que pensez-vous du rôle de plus en plus important du secteur privé dans les politiques de soutien à l'agriculture dans les pays du Sud ?

La montée en puissance du secteur privé, à travers des partenariats comme la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition ou des fondations philanthropiques comme la Fondation Gates, est un phénomène dont on ne mesure pas encore la portée. Le problème que j'y vois est que l'agenda du secteur privé n'est pas forcément convergent avec celui de la réduction de la pauvreté rurale et du renforcement des capacités des petits agriculteurs. Le savoir-faire du secteur privé est irremplaçable, mais il revient aux gouvernements d'encadrer ses activités et de canaliser

l'investissement privé vers la réduction de la pauvreté rurale.

Dans le cadre de la Nouvelle Alliance, des gouvernements s'engagent en matière de cession de terres agricoles et de développement d'infrastructures en passant par dessus la tête des populations. Dans plusieurs pays où je me suis rendu, la Nouvelle alliance est considérée comme une initiative technocratique d'où la dimension participative est totalement absente. Je constate qu'il existe aujourd'hui un agenda « schizophrène » entre un secteur privé qui donne le ton sur la manière dont se transforment les systèmes agro-alimentaires et des gouvernements qui voudraient aller dans une autre direction mais n'ont pas tous les leviers en main.

La nécessité pour les pays les moins avancés de se doter d'un socle de protection sociale dans le cadre de la lutte contre la faim est une idée qui semble progresser...

Il s'agit de l'une des évolutions les plus prometteuses de ces trois ou quatre dernières années. Pour un pays en développement, se doter d'un système de protection sociale constitue un investissement dont les bénéfices à moyen terme seront considérables. Une protection sociale solide entraîne une baisse mécanique du taux de natalité – le nombre d'enfants faisant aujourd'hui office d'assurance-vieillesse pour les plus pauvres– et une augmentation de l'investissement dans l'éducation.

Avec la rapporteuse spéciale des Nations unies sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, Magdalena Sepulveda, nous avons proposé la création d'un fonds mondial pour la protection sociale. Il s'agit de donner aux pays les moins avancés la garantie que leur système sera financé en cas de catastrophe naturelle, de baisse de leurs recettes d'exportation ou d'augmentation de leur facture d'importations.

Dans votre rapport final, vous appelez à mettre un terme aux politiques basées sur des prix alimentaires peu élevés. N'est-ce pas paradoxal ?

L'idée que l'on ne peut aider les populations pauvres qu'en leur garantissant l'accès aux denrées alimentaires à un prix abordable relève du passé, car elle revient à limiter les revenus des petits agriculteurs et à maintenir une approche « low cost » de l'agriculture. Il faut aujourd'hui que les plus pauvres soient aidés par des politiques publiques redistributives qui leur garantissent le droit à une protection sociale.

Tout au long de votre mandat, vous avez bataillé avec Pascal

Lamy, alors directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Vos divergences perdurent-elles ?

Le fantôme du XX^e siècle hante toujours l'OMC, qui fait figure de dernier des Mohicans. De toutes les agences internationales qui s'intéressent aux questions d'agriculture et d'alimentation, l'OMC est la seule qui n'ait pas fait sa mue vers la reconnaissance de la nécessité pour chaque pays d'assurer sa production alimentaire et d'investir dans les systèmes locaux.

J'ai vu cette mue s'opérer partout, que ce soit à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ou à la Banque mondiale, mais l'OMC continue de défendre un modèle dépassé, qui consiste à accentuer la division internationale du travail, au risque d'une dépendance de plus en plus forte des régions les moins compétitives. La crise des prix alimentaires de 2008 a montré la grande vulnérabilité qui résultait de ce modèle pour les pays en voie de développement.

Une crise similaire pourrait-elle se produire de nouveau aujourd'hui ?

La crise de 2008 a résulté d'une réaction de panique par rapport à des informations sur le niveau des stocks de matières premières agricoles et sur la qualité des récoltes. Il y a eu un effet domino, certains pays limitant leurs exportations, d'autres achetant en masse. Un élément a été amélioré depuis : la capacité de la communauté internationale à réagir aux crises grâce à la mise en place du Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), qui limite les risques de réaction en chaîne, et au développement des systèmes d'alerte précoce dans les pays du Sud.

Malheureusement, les facteurs structurels de déséquilibre perdurent. Il en est ainsi de l'augmentation de la consommation de protéines animales ou d'agrocarburants dans le monde comme de notre incapacité à traiter le problème du gaspillage et des fuites dans les systèmes agro-alimentaires. Je ne suis par conséquent pas du tout rassuré : nous allons au-devant d'une période de prix alimentaires élevés et volatils, qui vont nécessiter de la part des gouvernements des mesures beaucoup plus énergiques que celles qui ont été prises jusqu'à présent.

Vous appelez notamment à la fin des politiques de soutien aux agrocarburants...

Les Etats se sont trompés dans leur appréciation sur les agrocarburants, et c'est quelque chose de très difficile à reconnaître pour leurs dirigeants. Ils n'ont pas anticipé les trois grands impacts des politiques de soutien,

menées notamment par les Etats-Unis et l'Union européenne : la connexion des prix alimentaires avec ceux de l'énergie, ce qui a entraîné une plus grande volatilité ; une spéculation très forte sur les matières premières agricoles ; et une pression considérable sur les terres dans les pays en voie de développement.

Ces effets sont aujourd'hui parfaitement connus, mais c'est un domaine où l'idéologie l'emporte sur la science et où l'on n'a pas eu encore le courage de revenir sur les promesses faites aux investisseurs. Pour moi, c'est un échec de ne pas avoir réussi à infléchir le cours de ces politiques.

Faudra-t-il une crise mondiale majeure pour faire bouger les Etats ?

Il appartient à chacun d'entre nous de tirer les conséquences de ce que nous savons sur l'impact du gaspillage alimentaire, de la consommation de viande et d'agrocarburants. Je suis relativement optimiste, car je sens une impatience de plus en plus vive face à la lenteur des gouvernements. Si les citoyens ne prennent pas eux-mêmes les choses en main, on risque de devoir attendre une crise majeure qui nous contraindra à des changements de comportement de manière beaucoup plus drastique.

Le changement doit venir des pays industrialisés, car, à travers nos modes de consommation, nous sommes responsables de cette pression sur les ressources qui introduit une concurrence entre populations riches du Nord et pauvres du Sud. L'Union européenne utilise ainsi 20 millions d'hectares de terre dans les pays du Sud, notamment au Brésil et en Argentine, pour produire le soja consommé par ses élevages industriels.

Qu'avez-vous appris au long de vos six années de mandat ?

Je croyais à la toute-puissance de l'Etat, je crois aujourd'hui à la toute-puissance de la démocratie. Je ne pense plus qu'il faille attendre passivement que les gouvernements agissent d'eux-mêmes. Les blocages sont trop nombreux ; les pressions qui s'exercent sur eux, trop réelles ; et les acteurs faisant obstacle au changement, trop puissants.

Je pense que la transformation des systèmes alimentaires s'opérera à partir d'initiatives locales. Partout où je vais dans le monde, je vois des citoyens qui en ont assez d'être considérés comme des consommateurs ou des électeurs et veulent être de véritables acteurs du changement en cherchant à inventer des façons plus responsables de produire et de consommer.

Le message final que je remets aux gouvernements, c'est la nécessité de

démocratiser les systèmes alimentaires. Cela signifie qu'ils doivent admettre qu'ils ne détiennent pas toutes les solutions et qu'il faut accorder une grande place aux citoyens dans la prise de décision. Je crois aujourd'hui davantage à une transition imposée par des initiatives venues d'en bas que par des réglementations imposées d'en haut.

Gilles van Kote ([/journaliste/gilles-van-kote/](#))

Journaliste au Monde

Suivre

